



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 1

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur de la République démocratique du Congo pour 2023-2025

Document d'action « Unis pour des paysages durables »

PLAN D'ACTION PLURIANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1.Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Unis pour des paysages durables Référence opérationnelle OPSYS : ACT-62085 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Oui Alliance Verte : Unis pour le Développement Durable de la RD Congo
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : République démocratique du Congo
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel pour la République démocratique du Congo 2021-2027
5.Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	Domaine prioritaire III : Alliance pour le développement durable Objectif spécifique 1 : Le capital environnemental est préservé et l'agriculture développée au profit des populations Objectif spécifique 2 : La production d'énergie renouvelable et son accès par la population sont améliorés.
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	410 - Protection de l'environnement général 310 - Agriculture, sylviculture, pêche 230 - Energie

7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal : ODD 15 – Vie terrestre Autres ODD importants : ODD 2 – Faim « Zéro » ODD 7 – Recours aux énergies renouvelables ODD 12 – Consommation et production responsable ODD 13 – Lutte contre le changement climatique			
8 a) Code (s) CAD	410 - Protection de l'environnement général (41030, 41081) - 35% 310 - Agriculture, sylviculture, pêche (31120, 31181) - 35% 230 - Energie (23210, 23631) - 30%			
8 b) Principal canal de distribution@	21000 - ONG internationales 51000 - Université, institut d'éducation et autre institution d'enseignement, institut de recherche ou groupe de réflexion – 10000 Gouvernement donateurs			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input checked="" type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement@	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe@	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées@	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation@	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité@	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification@	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique@	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

	Adaptation au changement climatique@	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags :	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags : transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire : (ligne et poste budgétaire) : 14.020121</p> <p>Coût total estimé : 119 000 000 EUR.</p> <p>La contribution est d'un montant d'EUR 33 000 000 provenant du budget général de l'Union européenne pour 2023, d'un montant d'EUR 15 000 000 provenant du budget général de l'Union européenne pour 2024 et d'un montant d'EUR 71 000 000 du budget général de l'Union européenne pour 2025, sous réserve de la disponibilité de crédits pour les exercices respectifs suivant l'adoption du budget annuel concerné, ou tel que prévu dans le système des douzièmes provisoires.</p> <p>L'action s'inscrit dans la TEI "Alliance pour le développement durable : un partenariat pour les hommes, la nature et une économie verte" avec la participation de plusieurs États membres dont l'Allemagne, la Belgique, la France, les Pays-Bas et la Suède et leurs agences de coopération, notamment l'Agence belge de développement (ENABEL), l'Agence française de développement (AFD), la Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit (GIZ) et le Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW).</p>			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	<p>Gestion directe par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - subventions - marchés publics <p>Gestion indirecte avec les entités à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.3.</p>			

1.2 Résumé de l'Action

Au cours des dernières années, la République démocratique du Congo (RDC) a multiplié les engagements internationaux portant sur le développement durable et la lutte contre le changement climatique, tout en adoptant parallèlement une série d'initiatives et de dispositions légales et réglementaires ayant pour ambition de concrétiser ces engagements dans les différents secteurs du développement socio-économique de la nation.

Cette prise de conscience au niveau politique, ces engagements diplomatiques et ces enrichissements du cadre réglementaire nécessitent un appui pour progresser vers des réalisations concrètes et la mise en œuvre de stratégies opérationnelles sur le terrain. Les besoins d'investissements concrets pour faire de la RDC un « pays solution » à la crise climatique, tel qu'envisagé par les autorités congolaises, sont urgents sur le terrain.

L'approche de concentration géographique, connue comme 'approche paysage', adoptée par l'Union européenne (UE) pour la mise en œuvre de ses interventions en appui au développement durable en RDC depuis une quinzaine d'années (conservation, agriculture durable et énergies renouvelables) permet d'améliorer les perspectives d'un développement vert à l'échelle des territoires ciblés. Ceux-ci concernent potentiellement une population de plus de 19 millions de personnes, et sont articulés autour d'aires protégées dont l'importance globale est reconnue à l'échelle internationale (trois sites du patrimoine mondial de l'UNESCO, un parc national et une réserve de biosphère du programme MAB – Man and the Biosphere).

L'action permettra de renforcer et de pérenniser les résultats des appuis déjà consentis dans ces paysages en y consolidant et coordonnant les investissements :

- dans la conservation de la biodiversité (particulièrement dans les aires protégées) et dans la valorisation des ressources naturelles et des potentiels écosystémiques,
- dans le développement agricole et dans des dynamiques de filières inclusives et de sécurisation alimentaire basés sur des pratiques agroécologiques à la fois durables et à haut potentiel de valeur ajoutée, au bénéfice direct des revenus et de la qualité de vie des populations,
- dans l'électrification et le développement de services énergétiques à partir de sources d'énergie renouvelable, en visant prioritairement d'une part à promouvoir l'émergence et la consolidation de chaînes de valeur novatrices, et d'autre part à assurer l'approvisionnement en électricité des services sociaux prioritaires (santé et éducation).

Tout en contribuant à mobiliser la masse critique d'investissements nécessaire à l'émergence de dynamiques effectives de développement durable dans les paysages ciblés, l'action visera à assurer que ces dynamiques ne demeurent pas des cas pilotes isolés pour la RDC. À cet effet, des programmes d'accompagnement et d'appui seront spécifiquement mis en œuvre pour 1) promouvoir une appropriation par les administrations publiques compétentes tant locales que nationales ainsi que par les communautés riveraines des paysages et 2) diffuser à échelle nationale les solutions mises en œuvre et les modes opératoires développés grâce aux financements européens dans les paysages prioritaires. Ces appuis permettront que les bonnes pratiques utilisées localement soient capitalisées dans les stratégies nationales de développement, et puissent dès lors devenir des vecteurs stratégiques d'amélioration des conditions de vie des populations congolaises au-delà des paysages ciblés par la présente action.

Cette dimension stratégique de l'action sera renforcée par son intégration dans l'initiative Équipe Europe « Alliance Verte – Unis pour le Développement Durable ». Cette intégration dans la TEI permettra à la fois de mobiliser des appuis complémentaires de la coopération des États membres de l'UE dans les paysages ciblés, mais également de capitaliser sur les bonnes pratiques développées dans ces paysages dans d'autres régions du pays dans lesquelles des États membres de l'Union sont historiquement plus présents.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Le Programme indicatif pluriannuel de coopération (PIP) de la République démocratique du Congo pour la période 2021-2027 comporte trois piliers. À côté de la gouvernance, paix et sécurité (domaine prioritaire I) et du développement humain (domaine prioritaire II), « l'alliance pour le développement durable » (domaine prioritaire III) vise à promouvoir la gestion et l'exploitation durable des ressources naturelles (agriculture durable et énergie renouvelable) et à assurer la conservation de la biodiversité dans cinq paysages prioritaires du pays. Ce troisième

domaine bénéficie en outre de l'appui de plusieurs États membres de l'Union dans le cadre d'une initiative Équipe Europe dédiée (voir ci-dessous).

Depuis le démarrage de ce PIP en 2021, les autorités de la RD Congo ont renforcé la diplomatie environnementale et climatique du pays, tout en adoptant plusieurs nouvelles mesures et politiques nationales en vue de promouvoir un développement vert, inclusif et durable. Le gouvernement a par ailleurs annoncé plusieurs engagements importants en ce sens au niveau international. On peut notamment citer les éléments suivants :

- En octobre 2021, la RDC a adopté une CDN révisée (Contribution Déterminée au Niveau National) qui renforce sensiblement les ambitions et le niveau d'engagement du pays dans le cadre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et de la mise en œuvre de l'accord de Paris ;
- A l'occasion de la COP 26 en novembre 2021, la RDC s'est engagée avec CAFI dans un partenariat de 10 ans pour un développement vert (2021-2031), « dans l'objectif d'arrêter et d'inverser la perte de forêts et la dégradation des terres d'ici 2031, tout en assurant un développement durable et en faisant la promotion d'une transformation rurale inclusive » ;
- En novembre 2021, la RDC a adopté un Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (2022-2026) ayant pour vocation à « être intégré dans les politiques et plans sectoriels de telle sorte que l'ensemble du gouvernement s'engage et s'approprie un développement résilient au climat » (page 12) ;
- En décembre 2021, le gouvernement et la Présidence ont lancé conjointement le programme de développement local des 145 territoires de la RDC (PDL-145T), avec l'objectif officiel de « promouvoir l'émergence des économies des Territoires et d'améliorer les conditions et cadres de vie des populations rurales, à travers des investissements publics massifs » (préface du Président de la République, page ii). Sa composante infrastructure se décline notamment par les Plans Locaux d'Électrification 2021-2030, mis en œuvre par Agence Nationale des Services pour l'Électrification en milieux Rural et Périurbains (ANSER) dont les objectifs sont les suivants : atteindre 30% d'électrification d'ici à 2025 et les 60% d'électrification d'ici à 2030. L'Unité « Gestion et coordination des projets du Ministère » (UCM) poursuit le même objectif en milieu urbain et péri-urbain ;
- En juin 2022, le gouvernement a signé avec la Banque Mondiale un nouveau Cadre de partenariat pays (CPP) pour la période 2022-2026 avec l'ambition de promouvoir « un nouveau contrat social pour améliorer la vie du peuple congolais ». Ce nouveau cadre de partenariat vise entre autre « à renforcer les systèmes de services pour les populations et pour le développement du capital humain » (axe 2), en appuyant « la libéralisation des services productifs clés comme l'énergie, l'eau et le transport » (112), les initiatives du secteur privé, notamment dans le domaine de l'énergie » (114), ainsi qu'« à renforcer la diversification économique grâce à un renforcement de la productivité agricole et à un meilleur environnement opérationnel pour les petites et moyennes entreprises » (objectif 3.3);
- Le 17 février 2023, le Conseil des Ministres a adopté un document de politique agricole durable, qui devra notamment permettre de préciser davantage les aspects environnementaux de la nouvelle loi portant principes fondamentaux relatifs à l'Agriculture adoptée le 24 décembre 2021. Cette Politique Agricole Durable a, en outre, l'ambition d'inspirer les révisions de textes juridiques et réglementaires à venir, en particulier ceux qui compléteront ou pourront modifier la Loi portant principes fondamentaux relatifs à l'Agriculture du 24 décembre 2021. Par ailleurs, la RDC vient de s'engager sur un programme de transformation de l'agriculture à l'occasion du sommet de Dakar 2 « Nourrir l'Afrique » (25-27 janvier 2023). Ces efforts visent à contribuer à la croissance de l'économie nationale et à assurer durablement la souveraineté et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, à augmenter les revenus des populations rurales, urbaines et périurbaines, à maintenir les conditions agroécologiques de la production agricole et à adapter l'agriculture au changement climatique tout en préservant les forêts et les zones de tourbières » (compte-rendu du Conseil des Ministres du 17 février 2023, page 11).

Ces multiples engagements et initiatives se réfèrent par ailleurs systématiquement sur le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2019-2023 et au programme du gouvernement de l'Union sacrée de la Nation (2021-2023), dont ils ambitionnent de traduire les objectifs environnementaux sur le terrain des politiques sectorielles.

2.2 Analyse des problèmes

Bien qu'ils illustrent une indéniable prise de conscience au niveau politique, les engagements, les initiatives politiques et les enrichissements du cadre légal et réglementaire pris par les autorités du pays au cours des deux dernières années ne constituent cependant pas *per se* des gages de réalisations concrètes et de mise en œuvre de stratégies opérationnelles sur le terrain.

Bien au contraire, le besoin de concrétisation effective des politiques (investissements dans les infrastructures et les ressources humaines, l'amélioration des cadres de gouvernance et des capacités de gestion, l'approche basée sur les droits humains) demeure plus que jamais urgents dans le pays. Ces déficits ont encore été mis en évidence par plusieurs études et analyses récemment publiées.

- Par des acteurs du monde académique et scientifique, comme celles conduites par l'Université américaine de Notre-Dame (Indiana), qui analyse la situation de l'adaptation au changement climatique dans l'ensemble des pays du monde via une initiative comparative globale dénommée ND-GAIN – *Global Adaptation Initiative Network*. À propos de la RDC, l'Université fait le constat que le niveau d'investissements et d'innovations requis pour améliorer l'état de préparation du pays au changement climatique est à la fois considérable et très urgent. La RDC est en effet considérée comme étant le 10ème pays le plus vulnérable, tout en ne se classant que 189ème en termes de préparation.
- Par des institutions internationales, comme le FMI. Dans sa récente évaluation de la gestion des investissements publics en RDC, datée du 3 février 2023, le FMI note que « le Gouvernement de la RDC s'est engagé sur des objectifs ambitieux de développement à faibles émissions de carbone avec notamment des infrastructures plus résilientes et plus vertes » (point 93 page 57), [mais il] n'utilise pas de critère lié aux changements climatiques pour guider la sélection des projets évalués (point 108 page 63) [et] le PNSD et les quelques stratégies sectorielles existantes contiennent peu d'informations précises sur les grands projets dans leurs versions publiées (point 22 page 28) ».

L'approche de ciblage géographique (« approche paysage ») adoptée par l'UE pour la mise en œuvre de ses interventions en appui au développement durable en RDC depuis une quinzaine d'années permet cependant de contrecarrer au moins en partie, à l'échelle des paysages concernés, les faiblesses et déficiences structurelles mises en exergue par ces analyses. À partir du 10^{ème} FED, la coopération UE-RDC a en effet pris l'option de concentrer ses appuis au développement vert (environnement et biodiversité, agriculture durable et développement des énergies renouvelables) dans cinq paysages critiques pour l'environnement à l'échelle mondiale, mais qui présentent également par ailleurs d'importantes potentialités de développement durable et dans lesquels les appuis à la consolidation de l'autorité de l'État congolais peuvent avoir rapidement des effets tangibles au bénéfice des populations (hommes, femmes y compris les peuples autochtones).

Ces paysages sont situés dans les provinces du Nord-Kivu, du Haut-Uele, de la Tshopo, de l'Équateur, de la Tshuapa et du Haut-Katanga, où ils s'étendent sur 21 des 145 territoires administratifs présents en RDC, qui comptent une population de près de 20 millions d'habitants (voir tableaux et cartes en annexe). Ces paysages sont articulés autour de cinq Aires Protégées présentant une haute valeur écologique globale (Sites du patrimoine mondial de Virunga, Garamba, Salonga, Parc National de l'Upemba ainsi que la Réserve de biosphère de Yangambi).

L'action de l'UE se poursuit actuellement dans ces cinq paysages, via des investissements en cours dans le cadre des PAA 2021 et 2022 :

- L'action « Unis pour le développement durable » (NDICI AFRICA/2021/43346) appuie la conservation et la gestion durable des ressources naturelles dans les paysages ciblés au bénéfice des populations riveraines des aires protégées, notamment par la promotion de services écosystémiques et par le développement du développement rural et de services énergétiques issus de sources renouvelables.
- L'action « Unis pour l'agriculture et l'alimentation » (NDICI AFRICA/2022/44790) financée dans le cadre du PAA 2022, vise à mettre en place des modes de production agricole et des systèmes de sécurisation alimentaire efficaces à l'échelle locale, qui soient à la fois rémunérateurs et porteurs de développement pour les producteurs et compatibles avec le maintien des équilibres écologiques et environnementaux.

L'action de longue haleine de l'UE dans ces paysages contribue progressivement à des résultats tangibles et mesurables en matière de protection de l'environnement et de la biodiversité, tout en y améliorant sensiblement, au bénéfice des populations locales, les perspectives d'un « développement vert » effectif, basé sur le

développement de filières agro-alimentaires à haute valeur ajoutée et sur l'accès des sources d'énergie renouvelable.

Mais le « point de bascule » pour sécuriser ces dynamiques sur le long terme n'est pas encore atteint. Beaucoup reste notamment à faire afin d'assurer que les dynamiques mises en place soient correctement appropriées par les bénéficiaires à tous les niveaux, par les autorités publiques et par les administrations compétentes (tant au niveau local que national), et que les modèles développés avec l'appui de l'UE puissent dès lors avoir un effet catalytique à l'échelle nationale, en étant reproduits et adaptés aux situations spécifiques à d'autres régions du pays.

Si la présente action vise à poursuivre d'une part la logique d'investissement sectoriel en cours dans les paysages ciblés, elle la complètera en y développant la composante transversale « gouvernance publique », qui existe déjà dans les actions en cours mais y demeure pour l'instant largement confinée à la gouvernance publique locale des aires protégées.

Par la consolidation des investissements dans un développement vert favorable aux populations, l'action (et la TEI Alliance Verte - Unis pour le Développement durable de la RDC dont elle constituera l'épine dorsale) permettra d'atteindre une « masse critique » susceptible de pérenniser les résultats des interventions en cours et celles planifiées. Ce faisant, elles constitueront une contribution internationale tangible à la concrétisation progressive du slogan politique de « pays solution », auquel les autorités congolaises ont aujourd'hui systématiquement recours dans leur diplomatie environnementale.

L'action permettra à cet égard à l'UE de disposer d'un argument solide en faveur du développement vert dans son dialogue politique avec les autorités congolaises. Un tel argument est particulièrement important à l'heure où les courants souverainistes au sein d'un pouvoir en campagne vers les élections de 2023 sont prompts à accuser la communauté internationale « d'hypocrisie climatique » (vu notamment la lenteur des décaissements annoncés dans le cadre de la CCNUCC) et à réclamer un droit à un développement « carboné » basé sur les hydrocarbures. Mal organisé, un tel développement pourrait être dévastateur vis-à-vis des atouts écologiques et environnementaux du pays, comme l'ont récemment illustré les polémiques sur la mise aux enchères des blocs pétroliers et gaziers.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :

Les principales parties prenantes concernées pour chacun des 3 secteurs d'investissement concernés par l'action (conservation dans les aires protégées et environnement / développement agricole durable / électrification à partir de sources d'énergie renouvelables) et par les enjeux de gouvernance dans chacun de ces 3 secteurs sont les suivantes :

Conservation dans les aires protégées et environnement

- L'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) et l'ensemble de ses agents, à la fois dans les aires protégées situées dans les paysages prioritaires concernés et au niveau du siège de l'institution à Kinshasa ;
- Pour la protection des ressources naturelles et la valorisation des services écosystémiques en dehors des aires protégées, le ministère de l'Environnement et du développement durable (MEDD), particulièrement les agents de ses services déconcentrés au niveau des entités territoriales décentralisées (ETD) ;
- Les ONG partenaires de l'ICCN et les ONG et les organisations de la société civile (OSC) actives dans les enjeux environnementaux et l'intégration des peuples autochtones en périphérie des aires protégées ciblées ;
- Les partenaires institutionnels avec lesquels l'action envisage une synergie particulière, notamment dans le cadre de la TEI « Alliance verte » et dans le cadre de l'initiative CAFI ;
- La communauté universitaire et la communauté scientifique nationale et internationale, et plus particulièrement l'Institut National pour l'Étude et la Recherche Agronomique (INERA) et l'ensemble de ses agents, à la fois dans la Réserve de biosphère de Yangambi et au niveau du siège de l'institution à Kinshasa.

Agriculture durable, chaînes de valeur agricoles et sécurité alimentaire

- Les coopératives et les associations villageoises regroupant les producteurs agricoles individuels, dont l'organisation formelle est souvent déficiente mais qui constituent les relais clés pour toute stratégie de changement et de progrès au niveau local ;
- Les trois Ministères sectoriels en charge (ministère de l'Agriculture, ministère de la Pêche et de l'Élevage, et Ministère du Développement Rural), et principalement leurs services déconcentrés compétents dans les paysages prioritaires ciblés ;

- Pour la protection des ressources naturelles et la valorisation des services écosystémiques dans les milieux ruraux (notamment via la foresterie communautaire), le ministère de l'Environnement et du développement durable (MEDD), particulièrement les agents de ses services déconcentrés au niveau des secteurs et des chefferies ;
- Les services d'inspection provinciale de l'agriculture et leurs agents (les inspecteurs territoriaux, les chefs de secteur et les moniteurs agricoles) qui joueront un rôle clé dans l'organisation et la provision de services de conseil agricoles à travers les diverses zones de mise en œuvre ;
- Le service national de vulgarisation agricole (SNVA), en charge d'assurer la coordination des activités de services de conseil agricole ;
- Le Service national des Semences (SENASA), en charge de la multiplication, de la certification et de la distribution d'un matériel semencier adapté dans l'ensemble du pays ;
- Les institutions de formation situées dans les paysages ciblés par l'action, et plus particulièrement les Instituts Supérieurs du Développement Rural (ISDR) et les Instituts Supérieurs Techniques en Agronomie (ISTA) d'une part, ainsi que les instituts techniques agricoles au niveau de l'enseignement secondaire technique d'autre part, où sont formés l'immense majorité des jeunes gens qui se retrouvent ensuite actifs dans le secteur ;
- Les ONG partenaires du secteur de l'agriculture et les organisations de la société civile (OSC) actives dans l'accompagnement du développement rural en périphérie des aires protégées ciblées ;
- Les partenaires institutionnels avec lesquels l'action envisage une synergie particulière, notamment dans le cadre de la TEI « Alliance verte » et dans le cadre de l'initiative CAFI ;
- La communauté universitaire et la communauté scientifique nationale et internationale impliquée dans les activités d'analyse, d'orientation et de suivi du développement rural en RDC ;
- Les communautés rurales riveraines des zones d'intervention en leur qualité de bénéficiaires finaux de l'intervention vu qu'ils deviennent progressivement des acteurs du changement.

Électrification à partir de sources d'énergies renouvelables

- Le ministère des Ressources hydrauliques et de l'électricité (MRHE) constitue le principal partenaire institutionnel pour la planification des investissements et la capitalisation des bonnes pratiques appliquées dans les paysages ciblés ;
- L'Agence Nationale de l'Électrification et des Services Énergétiques en milieu Rural et péri urbain (ANSER) et l'Autorité de Régulation du secteur de l'Électricité (ARE) sont les deux institutions publiques avec lesquelles doivent traiter les investisseurs potentiels dans le secteur de l'électrification rurale. Les directions et les agents déconcentrés de ces deux institutions seront associés aux activités de planification et de mise en œuvre des activités dans ce domaine dans chacun des paysages ciblés ;
- Les opérateurs du secteur productif (entreprises industrielles, SME, coopératives, activités individuelles) susceptibles de devenir des consommateurs pour une électricité issue d'énergie renouvelable, notamment les initiatives de mise en place de chaînes de valeur novatrices dans l'économie verte ;
- Les acteurs privés (entreprises ou initiatives communautaires) impliqués dans la production, le transport, la distribution et la commercialisation de l'électricité à l'échelle locale dans les paysages prioritaires ciblés ;
- Les partenaires institutionnels avec lesquels l'action envisage une synergie particulière, notamment dans le cadre de la TEI « Alliance verte » et dans le cadre de l'initiative CAFI.

Les bénéficiaires seront principalement les populations riveraines des aires protégées dans les paysages prioritaires ciblés (bénéficiaires directs), les personnels des services publics accompagnés par l'action (bénéficiaires directs) et l'ensemble des communautés rurales de la RDC (bénéficiaires indirects).

Les cinq aires protégées situées au cœur des paysages prioritaires ciblés sont réparties sur 21 des 145 territoires de la RD, comptant une population cumulée de plus de 19 millions d'habitants.

Notons qu'au niveau des Entités Territoriales Décentralisées (ETD) indispensables à la mise en œuvre et l'encadrement des stratégies de développement au niveau local (principalement les Territoires et les Secteurs / Chefferies), le niveau de dénuement est tel qu'il ne peut être envisagé d'obtenir une collaboration active de leur part si un accompagnement plus structurel (notamment en matière d'infrastructures) n'est pas pris en considération.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est :

Promouvoir l'émergence concrète de dynamiques de développement durable en consolidant les appuis et les investissements dans les domaines de la conservation, du développement agricole et de l'accès aux sources d'énergie renouvelable dans cinq paysages prioritaires du pays.

Les objectifs spécifiques (résultats) de cette action sont :

- OS1 L'amélioration de la gouvernance publique des ressources naturelles et le renforcement de l'état de droit permettent de consolider les dynamiques de conservation et de valorisation durable des ressources naturelles au bénéfice des populations locales.
- OS2 Le développement de filières agricoles novatrices, respectueuses des équilibres écologiques et à forte valeur ajoutée contribue au développement socio-économique des populations locales et à l'émancipation des femmes.
- OS3 Le renforcement des capacités de production, de transport et de distribution d'énergie produite à partir de sources d'énergies renouvelables permet d'augmenter la valeur ajoutée des productions économiques locales et d'améliorer la qualité de vie des populations riveraines, y compris par des programmes spécifiquement dédiés aux populations défavorisées.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effets attendus) correspondants sont les suivants :

Produits en lien avec l'OS1

- P1.1 L'intégrité des aires protégées situées au cœur des cinq paysages prioritaires ciblés a été préservée et/ou restaurée et leur valeur biologique a été maintenue ou augmentée.
- P1.2 Les fonctions opérationnelles et managériales de l'ICCN et de l'INERA ont été renforcées tant au niveau local au sein des aires protégées qu'au niveau central des institutions.
- P1.3 Les activités d'exploitation des ressources naturelles par les populations rurales en dehors des aires protégées ont été encadrées de manière efficace et responsable par les services publics compétents (particulièrement au niveau des ETD), avec l'appui des acteurs de la société civile environnementale.
- P1.4 Les opportunités de financement des modes de gestion durable des ressources naturelles par les populations locales par les instruments internationaux en appui à l'économie verte ont été renforcées.

Produits en lien avec l'OS2

- P2.1 La sécurité alimentaire des populations a été améliorée alors que des filières agricoles novatrices (durables, à haute valeur ajoutée potentielle et rémunératrices pour les producteurs), ont été multipliées, renforcées et diversifiées.
- P2.2 Les administrations sectorielles et les services publics compétents des ETD ont participé activement à la planification, à l'encadrement et au suivi des activités de production dans les filières agricoles novatrices concernées.
- P2.3 Les opportunités de valorisation économique et financière des services éco-systémiques liés au développement de filières agricoles novatrices par des investisseurs du secteur public et du secteur privé ont été consolidées.

Produits en lien avec l'OS3

- P3.1 Dans les paysages prioritaires ciblés, la disponibilité d'une électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables a été renforcée et est rendue accessible par des tarifs avantageux pour les ménages, les services sociaux ainsi que pour les opérateurs économiques impliqués dans le développement

des filières agricoles novatrices et dans l'augmentation des taux de transformation des productions agricoles concernées.

P3.2 Dans les paysages prioritaires, l'accès à des services énergétiques modernes et durables est amélioré et leurs impacts sur les services écosystémiques sont monitorés.

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1

- Renforcer la gestion des aires protégées et notamment la lutte anti-braconnage par le financement de 1) des primes, rations et soins médicaux des éco-gardes et de leur équipement, et 2) des infrastructures/équipement des centres de contrôle des différentes aires protégées
- Renforcer les moyens en logistique par l'achat de véhicules, la maintenance du charroi et des engins assurant d'entretien des routes et des pistes
- Poursuivre le processus de recrutement et de formation d'éco-gardes
- Poursuivre la restauration de couloirs écologiques en vue d'y rétablir la faune (savanes, forêts...)
- Poursuivre le soutien aux activités de bio monitoring
- Poursuivre la démarcation participative et la matérialisation des bordures des parcs
- Relancer les activités touristiques sources d'emplois locaux
- Développer les services et infrastructures essentiels : accès à l'eau, aménagement des marchés et des voiries en périphérie directe des aires protégées
- Poursuivre l'aménagement d'infrastructures visant la protection des civils sur les axes routiers qui longent ou traversent les aires protégées

Activités liées au produit 1.2:

- Organiser les formations nécessaires pour que les personnels de l'ICCN et de l'INERA opérationnels dans les aires protégées et leur périphérie y disposent des compétences pratiques requises pour en assurer un fonctionnement efficace et responsable (droits humains et violences basées sur le genre, bio-monitoring, relations communautaires, analyses des données, etc.)
- Mettre en place des systèmes d'accompagnement et d'appui des capacités opérationnelles des personnels cadre en charge du pilotage sectoriel de la gestion durable des aires protégées au niveau des sièges de l'ICCN et de l'INERA et de leurs directions provinciales

Activités liées au produit 1.3:

- Appuis aux infrastructures et au fonctionnement opérationnel des services publics des ETD impliqués dans l'encadrement de l'exploitation des ressources naturelles par les populations rurales
- Appui aux initiatives de foresterie communautaire et à leur accompagnement administratif et technique
- Appui aux activités de plantations, notamment dans le cadre de la foresterie communautaire
- Soutien aux activités de mobilisation, d'accompagnement et de communication mises en œuvre par les OSC du secteur environnemental et par les institutions d'enseignement

Activités liées au produit 1.4:

- Études sur l'état de la conservation et les potentiels de valorisation de la biodiversité dans et en dehors des aires protégées, en association étroite avec les administrations concernées
- Mise en place de systèmes intégrés de collecte de données sur la biodiversité dans les paysages ciblés (type IMET pour les aires protégées) permettant d'approvisionner des systèmes détaillés d'information (bases de données) et des outils vulgarisés de communication (notamment des publications régulières) qui sont accessibles sur les sites internet de l'ICCN, de l'INERA et du MEDD
- Soutien aux infrastructures nationales de recherche et d'enseignement liées aux activités menées par les gestionnaires d'aires protégées, et accompagnement du personnel enseignant et des étudiants (maîtrises et doctorat) de ces infrastructures en vue de leur permettre de conduire des études scientifiques pertinentes pour l'avenir des AP du pays
- Campagnes d'information et de marketing auprès des investisseurs potentiels dans le secteur public et dans le secteur privé

Activités liées au produit 2.1:

- Extension géographique de la vulgarisation des itinéraires technico-économiques novateurs développés dans le cadre du PAA 2022 « Unis pour l'agriculture et l'alimentation » (guides techniques simples sur l'intensification agroécologique /

la valorisation des jachères par diversification / l'association des cultures / l'organisation des nouvelles filières et les éventuelles aides à la production disponibles)

- Les coopératives et les PME déjà soutenues dans le cadre des financements antérieurs bénéficient d'appuis supplémentaires (y compris de mécanismes de subventions) pour augmenter la valeur ajoutée de leurs productions (infrastructures de transformation), diversifier leurs débouchés sur les marchés locaux / régionaux / internationaux et favoriser l'emploi des femmes et l'emploi des jeunes dans des filières novatrices
- Renforcement des appuis aux activités de développement de systèmes agro-forestiers et de gestion innovante des jachères, notamment dans le cadre des initiatives de foresterie communautaire déjà soutenues par l'UE ou par d'autres PTF opérant dans les paysages prioritaires ciblés
- Renforcement des dotations financières des outils mutualistes d'épargne et de crédits mis en place dans le cadre du PAA 2022
- Appui à l'intégration des productions locales à l'échelle semi-industrielle ou industrielle (notamment pour les filières à haut potentiel agro-industriel comme le cacao, le café, la papaye, le palmier à huile, le miel, la pisciculture, etc.)
- Poursuite et renforcement des filières semencières et des initiatives de sécurisation et de protection, et de promotion de la diversité génétique des spéculations
- Participation au financement des infrastructures de desserte agricole dans les zones dont le potentiel aura déjà été confirmé par les financements antérieurs (notamment PAA 2022), en collaboration étroite avec les services publics de planification des infrastructures et avec les initiatives d'autres partenaires au développement actifs dans les paysages concernés

Activités liées au produit 2.2:

- Appuis aux infrastructures et au fonctionnement opérationnel des services publics des ETD impliqués dans l'encadrement des activités de production agricole et dans l'appui au développement des filières
- Renforcement des appuis au fonctionnement des centres de ressources et de partage des connaissances, des initiatives de conseil agricole et des dynamiques d'encadrement pilote (telles que les CEP – Champs École Paysans) mises en place dans le cadre du PAA 2022, avec une attention particulière au développement des rôles, des mandats et des compétences des services publics en place au niveau des ETD
- Soutien aux activités de mobilisation, d'accompagnement et de communication mises en œuvre par les OSC spécialisées dans l'appui à l'agriculture et au développement rural, notamment les OSC spécialisées dans l'appui aux acteurs féminins et à l'émancipation des femmes

Activités liées au produit 2.3:

- Mise en place de systèmes intégrés de collecte de données sur les productions agricoles et les filières agro-alimentaires à haut potentiel dans les paysages ciblés, en vue d'approvisionner des systèmes détaillés d'information (bases de données) et de mettre en place des outils de communication (notamment des publications régulières) qui sont à la fois accessibles sur les sites internet du MINAGRI et distribués auprès des acteurs locaux d'encadrement du monde rural
- Soutien aux infrastructures nationales de recherche et d'enseignement liées au développement rural en périphérie des aires protégées, et accompagnement du personnel enseignant et des étudiants (maîtrises et doctorat) de ces infrastructures en vue de leur permettre de conduire des études scientifiques pertinentes pour le développement des chaînes de valeur agricoles dans les paysages ciblés
- Campagnes d'information et de marketing auprès des investisseurs potentiels dans le secteur public et dans le secteur privé (notamment via des initiatives existantes dans le cadre du commerce équitable (Max Havelaar / Faire Trade) ou des approches Zéro – déforestation (EUDR))
- À travers une approche « Nexus », subventionnement des filières agro-alimentaires novatrices dans le cadre des programmes d'aide sociale et d'aide humanitaire (subventions à la consommation via l'approvisionnement des centres de santé / la sécurisation alimentaire des personnes défavorisées / l'approvisionnement des camps de déplacés, etc.)

Activités liées au produit 3.1:

- Réalisation des études techniques et environnementales et financement des investissements permettant une augmentation de la production d'énergie renouvelable (unités de production, réseaux, sous-stations...)
- Entretien et/ou rénovation des infrastructures existantes de production, de transport et de distribution de l'électricité (centrales et réseaux), notamment celles installées avec les appuis antérieurs de l'UE
- Extension des réseaux de transport et de distribution connectés aux centrales existantes
- Aux endroits densément peuplés et / ou urbanisés, où les schémas de consommation domestiques l'exigent, hybridation des systèmes de production existants, basés sur les combustibles fossiles, par de nouveaux systèmes d'énergie renouvelables financés avec l'appui de subventions partielles de l'UE
- Promotion de l'électrification des activités de production économique, notamment par une tarification avantageuse des activités de production agro-industrielles liées aux chaînes de valeur novatrices mises en place avec l'appui de l'UE dans le cadre de financements antérieurs (AAP 2022)

- Extension des systèmes de tarification avantageuse déjà mis en place avec l'appui de l'UE pour favoriser une consommation domestique accrue de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables
- Subventionnement des tarifs pour les services publics à vocation sociale (notamment les centres de santé et d'aide aux personnes précarisées, les institutions d'éducation)

Activités liées au produit 3.2:

- Augmentation des unités de cogénération pilotes d'électricité et de chaleur issues de sources renouvelables et durables, à travers des subventions partielles de l'UE
- Augmentation de la production à partir de sources d'énergie renouvelable et amélioration des applications d'efficacité énergétique pour la fourniture de services énergétiques modernes
- Promotion de solutions d'efficacité énergétique auprès des industries/entreprises commerciales, basées sur les technologies des énergies renouvelables
- Hybridation ou remplacement des systèmes de production existants basés sur les combustibles fossiles avec des systèmes d'énergie renouvelable financés à travers des subventions partielles d'équipements de l'UE
- Mise en place, en coopération avec l'ANSER, l'ICCN et les services de recherche compétents du MEDD, de systèmes intégrés d'intelligence économique et de monitoring environnemental ayant pour objectif :
 - de documenter de manière chiffrée les impacts favorables de l'électrification « verte » pour les populations locales et pour le maintien du potentiel écologique des écosystèmes dans les paysages ciblés, notamment dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique
 - de fournir les arguments nécessaires à la formulation de projets bancables auprès des instruments internationaux d'appui à l'électrification rurale dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, notamment via les guichets existant au niveau international (EDFI ElectriFi, DARES, BGFA) comme au niveau national (CAFI-FONAREDD).

La contribution de l'UE à l'Initiative Équipe Europe prévue dans ce plan d'action annuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si l'IEE ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Une évaluation stratégique environnementale, une évaluation d'impact environnemental ou une évaluation du risque climatique n'ont pas été menées. L'action - par sa nature - contribue à assurer la durabilité des services écologiques rendus par les écosystèmes des paysages concernés au bénéfice des populations locales, du continent africain, et de la planète – elle s'intègre dans l'esprit de la Communication de la Commission européenne sur la « Stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030 » (COM/2020/380 final). L'impact environnemental de cette action (qui promeut aussi l'agriculture et l'énergie durables) ne pourra être que positif et de manière significative. Des études spécifiques seront menées au moment de la mise en œuvre.

La question de la contribution de la RDC à la lutte contre les changements climatiques a constitué un des enjeux majeurs du positionnement de la RDC en tant que « pays solution » depuis le lancement de ce slogan lors de la COP 26 à Glasgow. Or on n'est pas pays-solution *par nature*, on le devient, en mettant en œuvre les politiques et programmes adéquats.

La sédentarisation de l'agriculture par la diffusion des pratiques agroécologique performantes, la réduction de l'agriculture sur brûlis, la conservation des écosystèmes naturels et la diffusion d'énergie renouvelable réduisent chacun l'impact sur la ressource ligneuse et son exploitation. Ces dynamiques permettront une amélioration de la performance environnementale du pays.

La présente action constituera une contribution concrète aux engagements internationaux de la RDC en matière de lutte contre le changement climatique (accord de Paris), et notamment aux objectifs renforcés que le pays a adopté dans sa NDC révisée présentée à la COP 27 à Charm el-Cheikh. Le pays vise une réduction de 17 % (70 Mt de CO₂eq) par rapport à un scénario « business as usual » à l'horizon 2030, à condition de recevoir un soutien international adéquat.

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1.

Les investissements relatifs au développement de chaînes de valeur agricole à haute valeur ajoutée, ainsi que l'électrification des services publics et des foyers domestiques à des tarifs qui soient compatibles avec les revenus limités des utilisateurs ont l'un comme l'autre un impact potentiellement important pour faire évoluer la condition féminine tant dans les milieux ruraux que dans les zones urbaines où l'électricité produite sera distribuée.

Les associations gérées par des femmes, où en tout cas celles où elles sont majoritairement actives, continueront à être particulièrement ciblées par les appuis au développement rural, et l'on pourra favoriser l'emploi féminin dans les chaînes de transformation des produits agricoles qui seront mis en place.

La fourniture d'électricité à tarifs avantageux auprès des services sociaux pourra cibler plus particulièrement les services davantage orientés vers les femmes et les jeunes filles. De manière générale, l'extension de l'éclairage public (qui est déjà financée dans le cadre des actions en cours, mais qui sera renforcée dans le cadre de l'action), constitue un élément catalyseur important de l'émancipation de la femme.

Droits de l'homme

Un des principaux piliers de renforcement des capacités qui sera déployé auprès des administrations en charge de la gestion des aires protégées portera sur l'amélioration du respect des droits de l'homme dans la conduite des activités de surveillance et de contrôle, ce qui constitue un défi récurrent dans le cadre de la lutte contre le braconnage – un secteur souvent entretenu par des trafiquants organisés qui instrumentalisent la pauvreté des populations riveraines des aires protégées à leur avantage.

Des systèmes de sauvegarde sociale seront appliqués sur la base d'une approche basée sur les droits des communautés avec le consentement libre, informé et préalable (CLIP) et des mécanismes de réclamation indépendants. Le suivi du projet permettra de suivre l'évolution des relations entre les communautés environnantes (avec un accent particulier sur les peuples autochtones) et les administrations concernées.

Les bureaux de police, tribunaux et cours de justice pourront bénéficier d'appuis spécifiques pour l'électrification et l'éclairage de leurs infrastructures avec l'électricité verte qui sera produite et commercialisées avec l'appui de l'action.

De manière plus générale, l'accompagnement structurel des administrations locales (ETD) dans le cadre de l'action constituera un levier pour essayer de faire diminuer les pratiques arbitraires qui caractérisent souvent les relations entre pouvoirs publics et administrés en RD Congo, particulièrement dans l'encadrement des secteurs productifs où la parafiscalité se déploie souvent complètement en dehors de tout cadre légal / réglementaire.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. La mise en œuvre de l'action se fera de manière aussi inclusive que possible, en ciblant les catégories défavorisées de manière préférentielle. À ce niveau également (voir enjeux de genre ci-dessus), la fourniture d'électricité durable à des tarifs avantageux pour les services sociaux d'encadrement des personnes marginalisées par une invalidité ou un handicap constituera un levier important d'impact (notamment en matière d'amélioration des conditions de sécurité alimentaire). Les personnes marginalisées bénéficieront par ailleurs d'appuis visant à favoriser leur accès préférentiel aux services de conseil agricole, ainsi qu'à des appuis à l'emploi dans les chaînes de valeur qui seront déployées et renforcées avec l'appui des financements de l'action.

Démocratie

Même si l'action n'a évidemment pas vocation à s'immiscer directement dans les enjeux politiques et dans les compétitions pour la détention du pouvoir public, elle contribuera cependant à l'émergence, de relations sociopolitiques apaisées entre instances officielles et administrés en contribuant à « recentrer » les débats et les programmes sur les enjeux de développement, plus particulièrement dans les paysages appuyés et en appliquant la loi selon les normes internationales reconnues

Mais cela sera aussi valable à un niveau politique plus général, au-delà des paysages appuyés. La dimension « gouvernance publique » de l'action constituera en elle-même un enjeu que pourront s'approprier des candidats politiques à des élections régionales ou nationales, contribuant à objectiver les débats politiques lors des campagnes électorales.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

L'impact de l'action à cet égard doit évidemment être considéré dans le long terme. La prégnance de l'informel et des stratégies de survie dans lesquelles les populations se trouvent souvent « piégées » malgré elles constitue souvent si pas une cause, en tout cas un des principaux moteurs de l'insécurité et des conflits, notamment lorsqu'il s'agit de valoriser des ressources naturelles qui constituent souvent le seul viatique pour la survie des populations rurales, en cas de crise sécuritaire et de dérapage des conflits fonciers. L'appui au développement rural des communautés, et la possibilité qui leur sera offerte de s'investir dans des filières plus rémunératrices, constituera un vecteur non seulement d'augmentation de leur résilience par rapport aux ressources naturelles dont elles dépendent, mais également d'émergence et de consolidation de dynamiques de solidarité formalisées. L'accompagnement des relations entre producteurs locaux et administrations d'encadrement constituera à cet égard un des meilleurs gages de progrès.

Réduction des risques de catastrophes

L'action aura surtout un impact dans la mitigation des crises susceptibles d'impacter la qualité de vie des populations dans les milieux ciblés, et ce au moins à deux niveaux complémentaires :

- Mitigation des risques alimentaires par la consolidation de filières agro-alimentaires à plus haute valeur ajoutée et à résilience accrue par rapport aux chocs extérieurs (qu'ils soient liés aux aléas climatiques, aux catastrophes naturelles ou aux aléas sécuritaires nationaux / diplomatiques à l'échelle internationale). L'amélioration du fonctionnement des filières devrait permettre une formalisation renforcée des gestions des volumes disponibles, également avec la constitution de stocks potentiellement plus faciles à conserver si les conditions d'entreposage peuvent être améliorées grâce à des infrastructures mieux équipées, notamment d'un point de vue énergétique (électrification / chaînes du froid / séchage des produits)
- En cas de crise majeure (qu'elle soit sécuritaire / naturelle), les mouvements importants de population entraînent souvent des dégradations rapides de la santé et des conditions de vie des populations en raison des regroupements dans des conditions sanitaires précaires, y compris dans des camps qui peuvent rapidement devenir très peuplés dans les zones urbanisées qui servent souvent de refuge. La possibilité de fournir les infrastructures d'accueil temporaire en approvisionnement électrique « subsidié » constitue souvent à cet égard un élément décisif de l'impact favorable de la réponse humanitaire, comme cela a déjà été démontré à plusieurs reprises dans le cas précis du paysage des Virunga.

Autres considérations, le cas échéant

NA

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
1	L'instabilité politique augmente et les capacités institutionnelles sont réduites, l'insécurité dans certaines zones	Moyenne	Haute	La mise en œuvre de l'action est confiée à divers acteurs ayant une longue expérience de terrain dans les zones d'activités. Ceux-ci ont développé des relations de confiance avec les autorités aux niveaux national et local.

	ciblées est en augmentation			
1	La volonté politique de poursuivre la mise en œuvre des réformes dans le domaine de la gestion des ressources naturelles (forestières et biodiversité), d'améliorer la gouvernance sectorielle est remise en question	Moyenne	Moyenne	L'action intégrera des appuis institutionnels et d'implication active des partenaires dans les structures de gouvernance avec un dialogue politique renforcé et en complémentarité avec les autres donateurs européens et les Etats-Unis d'Amérique.
1	Les autorités à l'échelle locale, provinciale et nationale ne s'approprient pas l'action, mettant ainsi en péril sa durabilité	Moyenne	Moyenne	Les partenaires de mise en œuvre opèrent de manière concertée avec les autorités en les tenant informées des défis rencontrés et des progrès accomplis. Des appuis seront fournis aux services publics en charge de questions traitées à travers les activités dans les sites d'intervention, par exemple l'appui aux écogardes, aux moniteurs agricoles et aux agents des services provinciaux sectoriels.
1	Le niveau d'insécurité dans les zones de mise en œuvre limite les capacités à générer des résultats, entraînant un désintérêt des bénéficiaires	Moyenne	Moyenne	Les activités sont mises en œuvre en impliquant les communautés en collaboration avec les autorités locales par des partenaires avec une longue expérience dans les paysages d'intervention. Les informations relatives à l'insécurité seront suivies avec attention pour anticiper les obstacles, permettant d'adapter l'organisation des activités.
2	La coordination des interventions financières des bailleurs et leur synergie est inadéquate	Faible à Moyenne	Moyenne	L'action est incluse dans l'initiative Équipe Europe « Alliance verte » et bénéficie d'une coordination renforcée avec des partenaires « like minded » comme les Etats-Unis et la Norvège. La participation de l'UE au Groupe inter-bailleurs Environnement et Climat (GIBEC) et aux plateformes ad hoc permet d'assurer les synergies.
3	Les populations riveraines bénéficiaires ne comprennent pas	Faible à Moyenne	Moyenne	L'action renforcera la communication et la sensibilisation des bénéficiaires à la conservation. De plus, en fonction du contexte propre à chaque aire protégée,

	que les avantages économiques issus de l'action sont fortement liés à la sauvegarde des aires protégées.			les populations riveraines pourront être associées à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des actions de développement menées par les 5 opérateurs.
3	Les autorités locales et les populations riveraines n'adhèrent pas au programme de développement proposé par les aires protégées.	Faible à Moyenne	Moyenne	L'action privilégiera des mesures d'accompagnement destinées à accroître l'impact des actions en matière de développement rural. En fonction du contexte propre à chaque aire protégée, elle associera également les autorités locales et les populations riveraines à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des actions de développement menées par les 5 opérateurs.
3	La collecte et l'acheminement des produits agricoles vers les marchés sont négativement affectés par l'absence d'infrastructures de qualité (ou de leur entretien)	Haute	Haute	Les partenaires apportent des appuis à l'état des infrastructures locales. Par ailleurs, la transformation locale des productions agricoles améliore la qualité post-récolte et la possibilité d'accès aux marchés des produits dans des bonnes conditions.
4	Menaces sur l'intégrité des aires protégées (exploitation de ressources naturelles, exploitation minière et pétrolière, construction d'infrastructures...)	Moyenne à Haute	Haute	Dialogue politique renforcé avec les autorités congolaises (notamment l'ICCN et le Ministère de l'environnement et du développement durable) et possibilité de conditionner la poursuite de la coopération au respect des engagements internationaux par la RDC en accord avec l'Union européenne et ses États membres, ainsi que les partenaires « like minded » comme les États-Unis et la Norvège.

Enseignements tirés :

Les résultats des programmes précédents ont été pris en compte dans la formulation de l'action, basée sur les « Évaluations finale et intermédiaire des Programmes Aires protégées en RDC, Afrique Centrale » (Projet n° 2019/409502/1) et sur les expériences et recommandations issues de la préparation de l'initiative NaturAfrica de l'Union européenne et notamment :

- Des zones protégées bien gérées peuvent servir de pôles de développement et de bonne gouvernance dans un paysage plus large ;
- Le modèle de gestion communautaire des ressources naturelles, développé initialement en Afrique australe et reproduit avec succès en Afrique de l'Est, s'est avéré être un bon modèle pour inciter les communautés à développer des activités de subsistance durables basées sur les ressources naturelles, à condition qu'il soit accompagné d'un niveau adéquat de délégation d'autorité et de responsabilité ;

- L'importance d'équilibrer les préoccupations de développement local et de conservation, sans mettre de priorité hiérarchique entre ces objectifs (focaliser les appuis de l'UE sur l'interface conservation-développement) ;
- Le rôle essentiel du partenariat avec le secteur privé pour améliorer la portée géographique des actions de conservation et de développement vert en facilitant le développement de chaînes de valeurs durables ;
- L'importance d'assurer une continuité sur le long terme au financement du développement durable et de la conservation sur les aires protégées et leurs périphéries dans des paysages identifiés pour augmenter l'impact et permettre un changement des pratiques ;
- L'efficacité des stratégies de conservation qui associent l'amélioration de la gestion des aires protégées / appui à une agriculture durable et à la sécurisation alimentaire / promotion d'une stratégie d'électrification « pro-développement » à partir de sources d'énergies renouvelables.

Les dernières années de mise en œuvre de l'approche paysage en RDC ont aussi permis de se rendre compte que - pour qu'ils aient un impact sur le long terme - les investissements sectoriels consentis doivent être assortis d'un accompagnement structurel et par un renforcement des capacités des autorités publiques concernées. Le but est de, graduellement, permettre à ces dernières d'exercer les activités de gestion et d'initiative, d'encadrement et de supervision sectorielle qui sont les leurs « sur papier » dans le cadre réglementaire en vigueur, mais qu'ils n'exercent pas ou de manière très imparfaite en raison des déficits structurels de gouvernance qui prévalent dans le pays depuis de nombreuses années.

3.5 Logique d'intervention

La mise en place d'un modèle de développement propre compatible avec les enjeux écologiques et climatiques constitue en soi un défi complexe à relever, y compris dans les environnements institutionnels stables et forts qui prévalent dans les sociétés développées en Europe ou aux Etats-Unis par exemple.

Ce défi est d'autant plus critique dans l'environnement institutionnel précaire qui prévaut en RDC. Dans cet environnement où l'état de droit et l'autorité des institutions publiques ne progressent que par à-coups et de manière incertaine, la promotion et l'encadrement de dynamiques socio-économiques formelles, qui soient non seulement équitables, rémunératrices et porteuses de développement humain pour les populations locales, mais qui permettent également de relever les défis grandissants dans les domaines de l'environnement et du climat, requièrent à la fois des modes opérationnels novateurs et des stratégies d'appui à long terme.

Les modes opérationnels que la coopération européenne met en place dans le pays depuis 2015 est centrée sur le développement de Partenariats Public – Privé (PPP) ayant pour mandat d'assurer, dans des paysages ciblés articulés autour d'aires protégées d'importance mondiale, une gestion et une valorisation durable des ressources naturelles qui réponde prioritairement aux attentes et aux besoins des populations locales.

Des PPP sont actuellement en vigueur avec l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) au Parc National des Virunga dans la province du Nord-Kivu (avec la Fondation Virunga), au Parc National de la Garamba dans la province du Haut-Uele (avec African Parks Network) et au Parc National de l'Upemba dans la province du Haut Katanga (avec la Fondation Forgotten Parks). Au niveau du Parc National de la Salonga (à cheval sur les provinces de la Tshuapa, du Mai Ndombe, du Kasai et du Sankuru), l'accompagnement et l'appui à l'ICCN sont actuellement assurés dans le cadre d'un contrat de gestion avec le WWF. Cet accord devrait cependant être transformé en PPP avec une nouvelle fondation Salonga dans le courant de l'année 2023. Au niveau de la Réserve de Biosphère de Yangambi (dont la gestion est de la compétence de l'INERA (Institut National pour les Études et la Recherche Agronomique), le PPP en vigueur a été signé entre l'INERA et le CIFOR et l'entreprise Ressources Synergie et Développement (R&SD).

Ces PPP sont construits sur trois piliers techniques / sectoriels et sur une composante stratégique / transversale :

- Les 3 piliers sectoriels sont (i) la gestion de l'aire protégée centrale et la protection de ses services écosystémiques potentiels, (ii) l'électrification locale à partir de sources d'énergies renouvelables, et (iii) le développement de filières agro-alimentaires à valeur ajoutée renforcée, résilientes d'un point de vue écologique, et permettant d'améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des populations riveraines. Les PPP dans le secteur de l'énergie devraient se concentrer sur la subvention partielle des investissements qui seront faits par le secteur privé dans le cadre de projet d'électrification rurale conformément à la nouvelle législation en vigueur dans le pays
- La composante transversale porte sur le renforcement de la gouvernance publique des ressources naturelles dans les paysages considérés. Les PPP fournissent en effet un cadre pratique et concret pour accompagner de manière structurelle les différentes autorités publiques (nationale ou locales) ayant un mandat ou une compétence officielle pour encadrer la gestion, la valorisation ou l'exploitation des ressources naturelles et des potentiels écosystémiques dans les paysages considérés, qu'il s'agisse de la biodiversité, du potentiel en énergies renouvelables ou de l'agriculture et du développement rural.

Les actions financées par l'UE dans le cadre des PAA 2021 et 2022 ciblent déjà des investissements portant sur les 3 piliers sectoriels dans chacun des cinq paysages concernés. La présente action poursuivra cette logique d'investissement sectoriel dans ces paysages, mais en y développant considérablement la composante transversale « gouvernance publique », qui existe déjà dans les actions en cours mais demeure pour l'instant largement confinée à la gouvernance publique de la gestion locale des aires protégées.

Pour que l'impact des investissements sectoriels européens soit assuré à moyen et long termes au niveau de chacun des paysages ciblés, la dimension transversale « gouvernance publique » doit être développée à un double niveau :

Au niveau national.

Même s'ils s'inscrivent dans un temps long qui représente déjà en soi un premier gage de durabilité, les investissements européens dans les secteurs de la gestion des aires protégées ainsi que dans le développement rural et l'électrification durables à la périphérie de ces aires protégées ne doivent pas être mis en place comme des « palliatifs » aux carences de

l'État congolais et de ses administrations publiques nationales ou locales ayant des compétences ou des mandats officiels dans ces différents secteurs.

Pour qu'ils aient un impact sur le long terme, ces investissements doivent être assortis d'un accompagnement structurel et par un renforcement des capacités des autorités publiques concernées afin de graduellement leur permettre d'exercer (ou de réexercer) les activités de gestion et d'initiative, d'encadrement et de supervision sectorielle qui sont les leurs « sur papier » dans le cadre réglementaire en vigueur, mais qu'ils n'exercent pas ou que de manière imparfaite, en raison des déficits structurels de gouvernance qui prévalent dans le pays depuis de nombreuses années.

Il convient de remarquer que cet accompagnement structurel et ce renforcement des capacités se font déjà à l'échelle locale, particulièrement au niveau de la gestion des aires protégées qui sont au cœur des paysages prioritaires ciblés. Les PPP en vigueur conclus entre les gestionnaires privés de ces aires protégées et l'ICCN et l'INERA permettent d'y « faire fonctionner » localement ces institutions : les personnels sont en place, équipés et rémunérés, l'aire protégée est gérée, et les activités de gestion de la faune et de valorisation des services écosystémiques sont effectivement planifiées et mis en œuvre conformément aux mandats des institutions publiques concernées.

Cependant, pour que l'impact de l'appui européen aux paysages ciblés soit réellement durable sur le long terme, cet accompagnement structurel et ce renforcement des capacités des institutions publiques doit être étendu, et ce dans une triple direction :

1. L'accompagnement et le renforcement des capacités de l'ICCN (ou de l'INERA dans le cas de Yangambi) ne doivent pas être limités au niveau local dans les aires protégées et leur périphérie directe. Il est important que les fonctions de gestion opérationnelle et de planification stratégique et financière, qui sont exercées au niveau central de ces institutions à Kinshasa, soient également graduellement mieux assurées. In fine, c'est effectivement de l'exercice efficace et responsable de ces fonctions centrales que dépendra la viabilité des aires protégées dont ces institutions ont officiellement la charge. D'autre part, le fonctionnement optimal des sièges de ces institutions aura forcément un impact global pour l'ensemble des sites dont elles ont le mandat d'assurer la gestion, au-delà des aires protégées et des paysages ciblés. Cet aspect est clé pour assurer la légitimité politique et l'impact stratégique de l'approche de l'Union européenne.
2. Le développement durable des paysages construits en articulation aux aires protégées prioritaires implique évidemment que des activités soient conduites dans leur périphérie, en dehors de leurs limites. C'est évidemment particulièrement vrai pour l'électrification et pour le développement rural et l'agriculture durable, qui sont déjà appuyées par des actions en cours financées dans le cadre des PAA 2021 et PAA 2022, et qui seront renforcées dans le cadre de la présente action. L'appropriation institutionnelle de ces appuis, qui est un gage de la durabilité de leur impact à long terme, concerne cependant aussi d'autres institutions publiques, comme l'ANSER (Agence nationale de l'électrification et services énergétiques en milieux rural et péri-urbain), le MEDD, le MINAGRI et le SENASEM par exemple.

Des mécanismes pratiques et concrets d'intégration de ces institutions publiques devront être mis en place, afin notamment de promouvoir une appropriation optimale des solutions développées dans les paysages ciblés et de s'assurer que les bonnes pratiques et résultats soient capitalisés dans les stratégies nationales, au-delà de ces paysages. Comme déjà souligné ci-dessus, cet aspect est très important pour conférer une légitimité politique et assurer un impact stratégique à l'approche de l'Union européenne sur des « paysages durables ».

3. Enfin, l'intégration des institutions publiques doit également être considérée dans le cadre élargi de la décentralisation politico-administrative et des pouvoirs locaux. C'est particulièrement nécessaire en ce qui concerne les activités liées à l'agriculture et à l'exploitation des ressources naturelles par les communautés rurales, qui constituent les principales parties prenantes de la durabilité dans les paysages entourant les aires protégées ciblées. Dans le cadre réglementaire, l'accompagnement local et la gestion publique de ces activités sont souvent du ressort des pouvoirs décentralisés ou déconcentrés (Entités Territoriales Décentralisées), comme les provinces, les secteurs / chefferies, voire les groupements. Il est indispensable que ces différents niveaux de pouvoir soient structurellement impliqués dans les solutions développées avec l'appui des financements européens pour en assurer la pérennité de l'impact sur le long terme.

Au niveau de la coopération internationale.

Même s'ils représentent une partie importante des financements extérieurs mis en œuvre dans les paysages ciblés, les appuis que la coopération européenne consacre au développement durable ne sont pas isolés. D'autres partenaires

internationaux de la RDC sont également engagés dans des appuis à la gestion des ressources naturelles ou à d'autres secteurs structurants du développement tels que les services sociaux de base (santé et éducation), les infrastructures, l'aménagement du territoire et la promotion de la paix civile par exemple. Des initiatives et des instruments internationaux de financement additionnels du développement durable pourraient par ailleurs être mobilisés de manière plus systématique, tant au niveau du secteur privé qu'au niveau des paiements pour services environnementaux et de la finance climatique par exemple. Les marchés du carbone et les initiatives internationales en appui à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique, plus particulièrement, constituent d'importantes opportunités de financement additionnel susceptibles d'être mobilisées plus systématiquement. La mise en œuvre en RDC de l'initiative CAFI offre un cadre porteur pour le développement de projets intégrés REDD (PIREDD) dans les paysages ciblés par l'action.

L'ambition d'atteindre une « masse critique » des appuis et investissements internationaux dans les paysages ciblés afin d'y « enraciner » les logiques de développement durable passera :

- d'une part par le renforcement de l'attractivité économique des filières vertes dans ces paysages pour les investisseurs publics et privés (grâce à la stabilisation de la gouvernance publique locale et au renforcement des capacités locales d'absorption consécutifs aux appuis européens en cours et à ceux qui seront mis en œuvre dans le cadre de l'action),
- d'autre part par une concertation stratégique renforcée entre les autorités congolaises et leurs partenaires internationaux sur l'identification et la formulation des financements futurs.

L'initiative Équipe Europe « Alliance verte pour le Développement durable de la RDC » fournit un cadre de concertation effectif pour ces échanges en vue d'une coordination et d'une planification renforcée, plus particulièrement au niveau des investissements européens (UE et États membres).

Au-delà de la coopération Union européenne – RDC, une concertation renforcée sur les investissements actuels et potentiels dans les paysages ciblés pourrait également être développée au niveau des partenaires techniques et financiers présents en RDC et au niveau du dialogue technique au sein du Fonds National REDD (FONAREDD). Dans l'un cas comme dans l'autre, cette concertation renforcée sur les investissements dans les paysages ciblés devrait cependant également bénéficier d'appuis techniques dédiés pour être organisée de manière efficace.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Modalité de projet (3 niveaux de résultats / indicateurs / valeurs de référence / valeurs cibles / source de données / hypothèses – pas d'activités)

Résultats	Chaine de résultats (a) : (maximum 10)	Indicateurs (a) : (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (2023)	Valeurs cibles (2027)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Promouvoir l'émergence concrète de dynamiques de développement durable en RD Congo consolidant les appuis et les investissements dans les domaines de la conservation, du développement agricole et de l'accès aux sources d'énergie renouvelable dans cinq paysages prioritaires du pays.	1 Nombre des investissements sectoriels listés et décrits dans la CDN de la RD Congo (y compris analyse de leur impact chiffré sur le développement et la mitigation des émissions de carbone par la RD Congo) 2 Valeur totale des crédits carbone obtenus par la RDC et enregistrés dans une base de données officielle 3. PIB formel par habitant des zones riveraines des AP dans les paysages ciblés (PPP)	1 A déterminer (inception report) 2 A déterminer (inception report) 3 A déterminer (inception report)	1 25 2 (* 10) multiplié par 10 3 (*1,5) multiplié par 1,5	1 CDN de la RD Congo 2 Base de données à créer 3 Monitoring des paysages prioritaires (IMET et autres outils similaires qui seront développés)	Non applicable
Effet direct 1	1. Les dynamiques de valorisation durable des ressources naturelles au bénéfice des populations locales ont été consolidées par l'amélioration de la gouvernance publique des ressources naturelles et par le renforcement de l'État de droit	1.1 Effectif des personnels mécanisés dans l'ICCN, l'INERA et le MEDD (désagré par sexe) 1.2 Nombre d'ETD où les effectifs en charge de la gestion des ressources naturelles sont en place et opérationnels 1.3 Nombre d'initiatives en appui à une exploitation durable des ressources naturelles par les communautés locales	1.1 A déterminer 1.2 A déterminer 1.3 A déterminer (inception report)	1.1 (*1,5) 1.2 (*2) 1.3 (*3)	1.1 et 1.2 Données des administrations concernées 1.3 Monitoring des paysages prioritaires (AT dédiée)	L'environnement politique et sécuritaire général ne se dégrade pas de manière critique et permet la poursuite et le renforcement des investissements dans les infrastructures, notamment en matière d'électrification La volonté politique de poursuivre les réformes dans le domaine de la gestion des ressources naturelles (forestières et biodiversité) et d'améliorer la gouvernance sectorielle n'est pas remise en question par les autorités
Effet direct 2	2. Le développement socio-économique des populations locales – y compris l'émancipation des femmes – a bénéficié de la multiplication de filières agricoles novatrices, respectueuses des équilibres écologiques et à forte valeur ajoutée	2.1 PIB formel par habitant dans les paysages ciblés 2.2 Nombre de chaînes de valeur bénéficiant de l'appui de l'action	2.1 A déterminer 2.2 A déterminer (inception report)	2.1 (*1,5) 2.2 (* 10)	Monitoring des paysages prioritaires (AT dédiée)	Les populations locales demeurent proactives pour mettre en place des dynamiques formelles de développement durable en dépit de leur précarité socio-économique, de la mauvaise gouvernance et de l'attractivité économique à court terme des dynamiques de trafic des ressources naturelles
Effet direct 3	3. La qualité de vie des populations a été améliorée par l'amélioration de l'accès à une énergie « verte » et à des services énergétiques modernes et durables qui permet à la fois d'augmenter le nombre de ménages connectés, la valeur ajoutée des productions économiques locales et d'approvisionner en électricité « verte » des	3.1 KWh « verts » consommés annuellement par les ménages 3.2 KWh « verts » consommés annuellement par les entreprises du secteur agro-alimentaire 3.3 Masse salariale annuelle des entreprises du secteur agro-	3.1 A déterminer 3.2 A déterminer 3.3 A déterminer (inception report)	3.1 (*5) 3.2 (*10) 3.3 (*10)	Données des gestionnaires de paysages Monitoring des paysages prioritaires (AT dédiée)	L'environnement politique et sécuritaire général ne se dégrade pas de manière critique et permet la poursuite et le renforcement des investissements dans les infrastructures, notamment en matière d'électrification

	programmes sociaux spécifiquement dédiés aux populations défavorisées	alimentaire connecté aux réseaux « verts » et/ou bénéficiaire des services énergétiques mis en place par l'appui de l'UE				
Produit 1.1 lié à l'effet direct 1	1.1 L'intégrité des aires protégées situées au cœur des cinq paysages prioritaires ciblés a été préservée et/ou restaurée et leur valeur biologique a été maintenue ou augmentée	1.1.1 Effectifs des principales espèces de grande faune et végétales dans les AP des 5 paysages ciblés 1.1.2 Pourcentage de la superficie des AP sécurisée contre les incursions	1.1.1 A déterminer <i>(inception report)</i> 1.1.2 A déterminer <i>(inception report)</i>	1.1.1 +10% 1.1.2 +25%	1.1.1 Suivi IMET 1.1.2 Suivi IMET	Les autorités publiques au niveau des ETD adhèrent à l'approche paysage centrée sur les AP telle que privilégiée par l'action et en deviennent les principaux promoteurs à l'échelle locale
Produit 1.2 lié à l'effet direct 1	1.2 Les fonctions opérationnelles et managériales de l'ICCN et de l'INERA ont été renforcées tant au niveau local au sein des aires protégées qu'au niveau central des institutions	1.2.1 Disponibilité effective des rapports annuels 1.2.2 Nombre de rapports de mission archivés par an 1.2.3 Taux d'exécution du budget annuel (notamment sur ressources propres) 1.2.4 Effectif des personnels mécanisés (ICCN / INERA)	1.2.1 (0) 1.2.2 (0) 1.2.3 A déterminer <i>(inception report)</i> 1.2.4 A déterminer <i>(inception report)</i>	1.2.1 effectif (dès 2024) 1.2.2 50 rapports par an (dès 2024) 1.2.3 +100% 1.2.4 100%	1.2.1 ICCN / INERA 1.2.2 ICCN / INERA 1.2.3 ICCN / INERA 1.2.4 ICCN / INERA	Le cadre de gestion des institutions publiques ne se détériore pas davantage, et des ancrages formels demeurent envisageables au niveau de ces institutions et des ETD pour en accompagner et pour en renforcer les fonctions opérationnelles sur le terrain
Produit 1.3 lié à l'effet direct 1	1.3 Les activités d'exploitation des ressources naturelles par les populations rurales en dehors des aires protégées ont été encadrées de manière efficace et responsable par les services publics compétents (particulièrement au niveau des ETD), avec l'appui des acteurs de la société civile environnementale	1.3.1 Forêts Communautaires enregistrées avec Plan Simple Gestion opérationnel (dans les paysages prioritaires) 1.3.2 Effectif des personnels mécanisés (ETD MEDD) (désagrégué par sexe) 1.3.3 Volume des ressources naturelles commercialisées et enregistrées par les ETD (bois / PFNL / bushmeat / charbon)	1.3.1 (0) 1.3.2 A déterminer <i>(inception report)</i> 1.3.3 A déterminer <i>(inception report)</i>	1.3.1 (20) 1.3.2 100% 1.3.3 A établir	1.3.1 MEDD (Coordination provinciales) 1.3.2 MEDD (Coordination provinciales) 1.3.3 MEDD (Coordination provinciales)	Les populations locales demeurent proactives pour mettre en place des dynamiques formelles de développement durable en dépit de leur précarité socio-économique, de la mauvaise gouvernance et de l'attractivité économique à court terme des dynamiques de trafic des ressources naturelles
Produit 1.4 lié à l'effet direct 1	1.4 Les opportunités de financement des modes de gestion durable des ressources naturelles par les populations locales par les instruments internationaux en appui à l'économie verte ont été renforcées	1.4.1 Nouvelles initiatives développées (en dehors du budget de l'action) pour appuyer l'exploitation durable des ressources naturelles par les communautés locales (bois / PFNL / bushmeat / charbon / CFCL) (désagrégué par sexe selon porteur/porteuse d'initiative)	1.4.1 (0)	1.4.1 (20)	- Monitoring des paysages prioritaires (AT) - Registre national à créer dans le cadre du document CDN	La coordination des interventions financières et le développement des synergies entre les PTF des secteurs environnement / développement rural / gouvernance / climat continuent de se renforcer
Produit 2.1 lié à l'effet direct 2	2.1 La sécurité alimentaire des populations a été améliorée alors que des filières agricoles novatrices (durables, à haute valeur ajoutée potentielle et rémunératrices pour les producteurs), ont été multipliées, renforcées et diversifiées	2.1.1 Nombre de coopératives / PME / entreprises formelles mises en place pour développer des filières agricoles novatrices (désagrégué par sexe selon porteur/porteuse de coopérative)	2.1.1 (0) 2.1.2 A déterminer <i>(inception report)</i>	2.1.1 (20) 2.1.2 100%	- Monitoring des paysages prioritaires (AT)	Les activités de transport et de commercialisation des produits agricoles et de leurs produits dérivés vers les centres de transformation et vers les marchés restent envisageables de manière rentable malgré le délabrement avancé des

		2.1.2 Valeur ajoutée cumulée des nouvelles activités développées par l'action ou utilisant les ressources énergétiques « vertes » produites par l'action				infrastructures d'évacuation et malgré l'effet corrosif de la mauvaise gouvernance (parafiscalité non réglementaire) le long des chaînes de valeur
Produit 2.2 lié à l'effet direct 2	2.2 Les administrations sectorielles et les services publics compétents des ETD ont participé activement à la planification, à l'encadrement et au suivi des activités de production dans les filières agricoles novatrices concernées	2.2.1 Effectifs mécanisés du personnel MINAGRI dans les ETD des paysages prioritaires (désagré par sexe) 2.2.2 Nombre de rapports de mission archivés chaque année au niveau des ETD2.2.3 2.2.3 Volumes des productions agricoles enregistrés et documentés par les ETD	2.2.1 A déterminer (inception report) 2.2.2 (0)2.2.3 2.2.3 A déterminer (inception report)	2.2.1 100% 2.2.2 500 rapports / an (dès 2024)2.2.3 2.2.3 100%	1.2.1 ICCN / INERA 1.2.2 ICCN / INERA1.2.3 1.2.3 ICCN / INERA	Le cadre de gestion des institutions publiques ne se détériore pas davantage, et des ancrages formels demeurent envisageables au niveau de ces institutions et des ETD pour en accompagner et pour en renforcer les fonctions opérationnelles sur le terrain
Produit 2.3 lié à l'effet direct 2	2.3 Les opportunités de valorisation économique et financière des services éco-systémiques liés au développement de filières agricoles novatrices par des investisseurs du secteur public et du secteur privé ont été consolidées	2.3.1 Nouvelles initiatives développées (en dehors du budget de l'action) et nouveaux investissements privés enregistrés pour appuyer des filières agricoles novatrices (dsdésagré par sexe selon porteur/porteuse d'initiative)	2.3.1 (0)	2.3.1 (20)	- Monitoring des paysages prioritaires (AT) - Registre national à créer dans le cadre du document CDN	La coordination des interventions financières et le développement des synergies entre les PTF des secteurs environnement / développement rural / gouvernance / climat continuent de se renforcer
Produit 3.1 lié à l'effet direct 3	3.1 Dans les paysages prioritaires ciblés, la disponibilité d'une électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables a été renforcée et est rendue accessible par des tarifs avantageux pour les ménages, les services sociaux ainsi que pour les opérateurs économiques impliqués dans le développement des filières agricoles novatrices et dans l'augmentation des taux de transformation des productions agricoles concernées	3.1.1 KWh « verts » produits annuellement par les centrales mises en place 3.1.2 KWh « verts » consommés annuellement par les ménages 3.1.3 KWh « verts » consommés annuellement par les entreprises du secteur agro-alimentaire	3.1.1 A déterminer (inception report) 3.1.2 A déterminer (inception report) 3.1.3 A déterminer (inception report)	3.1.1 (+50%) 3.1.2 (+500%) 3.1.3 (+1000%)	Données des questionnaires de paysages	L'environnement politique et sécuritaire général ne se dégrade pas de manière critique et permet la poursuite et le renforcement des investissements dans les infrastructures, notamment en matière d'électrification
Produit 3.2 lié à l'effet direct 3	3.2 Dans les paysages prioritaires, l'accès à des services énergétiques modernes et durables est amélioré et leurs impacts sur les services écosystémiques sont monitorés.	3.2.1 Nombre de projets menés à bien pendant la durée du projet 3.2.2 Nouvelles initiatives développées (en dehors du budget de l'action) et nouveaux investissements privés enregistrés (y compris crédits carbone) pour appuyer la décarbonisation des paysages	3.2.1 (0)	3.2.1 (20)	- Monitoring des paysages prioritaires (AT) - Registre national à créer dans le cadre du document CDN	La coordination des interventions financières et le développement des synergies entre les PTF des secteurs environnement / développement rural / gouvernance / climat continuent de se renforcer

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République démocratique du Congo.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire : N/A

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE.

4.4.1 Gestion directe (subventions)

Subventions (Gestion directe) :

a) Objet de la(des) subvention(s)

Une partie de la présente action sera mise en œuvre en gestion directe par des subventions. Cette mise en œuvre concerne les activités de l'OS1, OS2 et OS3 dans les zones suivantes : (1) paysage du Parc National des Virunga, (2) paysage du Parc National de la Garamba, (3) paysage du Parc National d'Upemba, (4) paysage du Parc National de la Salonga.

b) Type de demandeurs visés

Les demandeurs seront des ONG ou fondations travaillant déjà sur les aspects liés à la conservation des aires protégées et ayant des liens contractuels avec l'ICCN (Institut Congolais pour la Conservation de la Nature) par une délégation de responsabilité de gestion pour les sites concernés. Parmi les demandeurs de subventions, on retrouvera aussi des ONG qui travaillent déjà sur des programmes de développement agricole dans le paysage du Parc National de la Salonga.

4.4.2 Gestion directe (passation de marches)

Deux contrats seront conclus. Ils porteront sur l'appui institutionnel, la coordination et l'assistance technique du programme et permettra de réaliser des activités de monitoring, évaluation et études.

La mobilisation de cet appui permettra de concrétiser l'OS1, à travers des actions réalisées au profit de l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature, au niveau de la Direction Générale et des aires protégées : appui à la réforme et à la modernisation de l'institution, rédaction de notes techniques, organisation des comités de pilotage du programme.

4.4.3 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

4.4.3.1. Avec une organisation internationale

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une organisation internationale. Cette mise en œuvre implique la réalisation des trois objectifs spécifiques de l'action à l'échelle du paysage de la Réserve de Biosphère de Yangambi. Les critères de sélection suivants ont été utilisés pour le choix du bénéficiaire de la convention de contribution :

- être un centre de recherche internationale avec des compétences reconnues dans l'approche paysage intégrant l'agriculture avec la gestion des forêts et l'agroforesterie,
- avoir des compétences reconnues en matière de gestion des projets similaires,
- justifier d'une implication dans la mise en œuvre des actions de coopération en cours ou récentes en RDC dans ce domaine et dans cette région,
- avoir des accords en vigueur avec l'administration en charge de la recherche agronomique pour le paysage donné.

L'organisation retenue sera une institution autorisée, après une évaluation complète dite « des piliers », à gérer des fonds de l'Union européenne dans le cadre d'une gestion indirecte, conformément aux exigences de l'article 154 du Règlement financier.

4.4.3.2 Avec une organisation d'un État membre

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une ou plusieurs organisations d'un État membre sous forme d'une Convention de contribution. Cette mise en œuvre implique la réalisation de l'OS3 de l'action à Kisangani, dans le paysage de la Réserve de Biosphère de Yangambi. Les critères de sélection suivants ont été utilisés pour le choix du bénéficiaire de la convention de contribution :

- expérience dans la conception et la mise en œuvre de projets de coopération technique en RDC,
- capacité technique, financière et opérationnelle à gérer des programmes financés par l'UE avec un budget supérieur à 10 millions d'euros,
- expérience de la direction de projets dans le domaine de l'énergie,
- capacité à mobiliser des fonds auprès d'EDFI et/ou du secteur privé.

Les organisations retenues seront des institutions autorisées, après une évaluation complète dite « des piliers », à gérer des fonds de l'Union européenne dans le cadre d'une gestion indirecte, conformément aux exigences de l'article 154 du Règlement financier.

4.4.4 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Au cas où la modalité privilégiée mentionnée au point 4.4.2 (passation de marché pour l'appui institutionnel) ne peut pas être mise en œuvre en raison de circonstances échappant au contrôle de la Commission, la présente action sera conduite en gestion indirecte selon le schéma suivant : signature d'une convention de contribution avec un organisme dont les piliers ont été évalués et avec une expertise reconnue pour la mise en œuvre des activités indicatives prévues dans le cadre des objectifs spécifiques et produits attendus de l'action tels que décrits au point 3.1 avec les critères de sélection suivants :

- expérience dans la conception et la mise en œuvre de projets de coopération technique en RDC,
- capacité technique, financière et opérationnelle à gérer des programmes financés par l'UE,
- expérience de la direction de projets dans le domaine de la gestion des paysages, de la conservation de nature ou de l'agriculture,

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVDCI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)		
	2023	2024	2025
Modalités de mise en œuvre— cf. section 4.3			
OS1 L'amélioration de la gouvernance publique des ressources naturelles et le renforcement de l'état de droit permettent de consolider les dynamiques de valorisation durable des ressources naturelles au bénéfice des populations locales.			
OS2 Le développement de filières agricoles novatrices, respectueuses des équilibres écologiques et à forte valeur ajoutée contribue au développement socio-économique des populations locales et à l'émancipation des femmes.			
OS3 Le renforcement des capacités de production et de distribution d'énergie verte produite à partir de sources d'énergies renouvelables permet d'augmenter la valeur ajoutée des productions économiques locales et d'améliorer la qualité de vie des populations riveraines, y compris par des programmes spécifiquement dédiés aux populations défavorisées.			
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	23 850 000	3 000 000	58 650 000
Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.2	1 000 000		2 000 000
Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre/une organisation internationale — cf. section 4.4.3	8 000 000	12 000 000	10 000 000
Passation de marchés — enveloppe totale de la section 4.4.2	1 000 000		2 000 000
Évaluation – cf. section 5.2			200 000
Audit – cf. section 5.3	150 000		150 000
Totaux	33 000 000	15 000 000	71 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

L'action est mise en œuvre dans le cadre d'une approche paysage autour d'aires protégées déjà soutenues par l'Union européenne. Il s'agit donc d'une action qui vient en complément avec les actions « Unis pour le développement durable » (PAA 2021) et « Unis pour l'agriculture et l'alimentation » (PAA 2022) pour permettre une mise à l'échelle et en augmenter l'impact.

Dans cette perspective, la même et unique structure de coordination sera utilisée pour concrétiser au maximum cette approche paysage. C'est ainsi qu'un Comité de pilotage technique de suivi opérationnel, constituant un cadre de dialogue entre le gouvernement de la RDC, l'UE et les gestionnaires des aires protégées concernées et signataires d'un accord de gestion ou d'un partenariat public-privé est établi pour assurer la gouvernance de l'action. Étant donné la place centrale qu'occupe la gestion des aires protégées dans la mise en place de l'approche paysage, le Comité de pilotage est présidé par l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) et composé du ministère de finances, de la Délégation de l'UE, des États membres impliqués dans la TEI Alliance verte et des opérateurs de mise en œuvre. Certains acteurs jouant un rôle clé en RDC en matière d'environnement, agriculture et Énergie renouvelable pourront y participer de manière ponctuelle.

La participation au Comité de pilotage pourra être élargie en fonction de l'ordre du jour. Le Comité de pilotage permettra de faire le suivi des activités prévues dans le cadre de l'action. Des réunions extraordinaires pourront être convoquées selon les besoins.

Les résultats des travaux pourront aussi faire l'objet d'échanges dans le cadre du dialogue politique entre la RDC et l'UE.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union européenne, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Les indicateurs doivent être désagrégés par sexe, tous les suivis et rapports doivent évaluer la manière dont l'action prend en compte l'approche fondée sur les droits humains et l'égalité des sexes.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

Un système de suivi externe orienté vers les résultats et basé sur les résultats attendus et les indicateurs désagrégés (cadre logique) sera mis en place en gestion directe par des consultants indépendants (cellule de coordination) recrutés directement par la Commission et sur la base du cahier des charges correspondant. En principe, ce suivi débutera à compter du sixième mois de mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de l'action et prendra fin au plus tard six mois avant la fin de la phase de mise en œuvre opérationnelle.

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie des responsabilités de la Commission qui peut effectuer des visites de suivi de l'action, par l'intermédiaire de son propre personnel et/ou de consultants indépendants directement recrutés par elle pour réaliser des contrôles indépendants.

5.2 Évaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale seront effectuées pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractés par la Commission. L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre des problèmes, tirer des enseignements, notamment dans le cadre de l'atteinte des objectifs fixés, afin de procéder aux ajustements éventuellement nécessaires pour la bonne marche de l'action.

L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment le fait qu'une approche novatrice de gestion des paysages est mise en œuvre. Les évaluations réalisées conjointement avec d'autres États membres de l'initiative « Équipe Europe » Alliance verte seront l'option privilégiée.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins un (1) mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

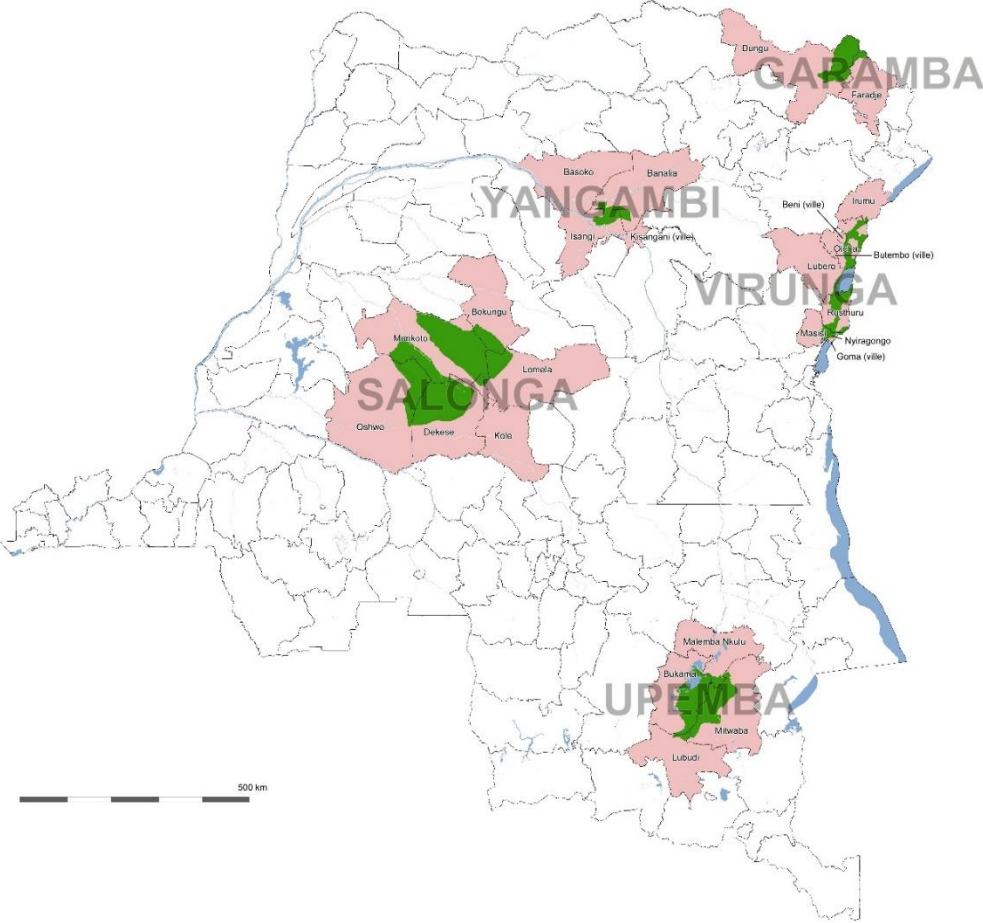
Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Appendix 1 : Paysages d'intervention et populations bénéficiaires



Unis pour des paysages durables
ACT-62085

Territoires concernés et populations bénéficiaires

Paysages prioritaires	Territoires concernés	Population	Superficie
Salonga	6 territoires	1.811.492	168.582 km²
	Dekese	172.754	25.173
	Oshwe	381.184	43.000
	Kole	212.436	17.662
	Lomela	232.907	26.346
	Bokungu	665.407	19.996
	Monkoto	146.804	36.385
Upemba	4 territoires	3.383.028	88.905 km²
	Mitwaba	365.058	24.933
	Bukama	1.294.014	19.865
	Maemba-Nkulu	1.119.570	26.246
	Lubudi	625.386	17.861
Virunga	6 territoires / 3 villes	11.293.555	45.115 km²
	Beni (ville)	449.812	184
	Butembo (ville)	855.758	190
	Goma (ville)	1.019.326	75
	Inyanga	1.057.543	8.730
	Lubero	1.712.929	18.096
	Masisi	2.202.838	4.734
	Oicha	1.661.095	7.484
	Nyiragongo	509.663	333
	Rutshuru	1.624.591	5.289
Garamba	2 territoires	625.122	45.148 km²
	Dungu	217.086	32.446
	Faradje	408.036	12.702
Yangambi	3 territoires / 1 ville	2.233.219	64.546 km²
	Kisangani (ville)	937.021	1.910
	Banalia	286.481	24.430
	Basoko	380.873	22.436
	Isanghi	628.844	15.770
21 territoires / 4 villes		19.346.416	412.296 km²

(source : OCHA services – Nations Unies – bureau de coordination des affaires humanitaires)

Appendix 2 : Listes des Acronymes

AFD : Agence française de développement

ANSER : Agence Nationale de l'Électrification et des Services Énergétiques en milieu Rural et péri urbain

ARE : Autorité de Régulation du secteur de l'Électricité

CAFI : Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale

CCNUCC : Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

CDN : Contribution Déterminée au Niveau National

CIFOR : Centre de recherche forestière internationale

COP : Conférence des Parties

CPP : Cadre de partenariat pays

DUE : Délégation de l'Union européenne

ENABEL : Agence belge de développement

ETD : Entité Territoriale Décentralisée

FMI : Fonds Monétaire International

FONAREDD : Fonds National REDD

GIBEC : Groupe inter-bailleurs Environnement et Climat

GiZ : Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit

KfW : Kreditanstalt für Wiederaufbau

ICCN : Institut Congolais pour la Conservation de la Nature

IMET : Integrated Management Effectiveness Tool

INERA : Institut National pour l'Étude et la Recherche Agronomique

ISDR : Instituts Supérieurs du Développement Rural

ISTA : Instituts Supérieurs Techniques en Agronomie

MAB : Man and the Biosphère

MEDD : ministère de l'Environnement et du développement durable

MINAGRI : ministère de l'Agriculture

MRHE : ministère des Ressources hydrauliques et de l'électricité

ND-GAIN : Notre-Dame-Global Adaptation Initiative Network

PAA : Plan d'Action Annuel

PDL-145T : programme de développement local des 145 territoires de la RDC

PIB : Produit intérieur brut

PIP : Programme indicatif pluriannuel de coopération

PIREDD : projets intégrés REDD

PNSD : Plan National Stratégique de Développement

PPP : Partenariats Public – Privé

PTF : Partenaires techniques et financiers

RDC : République démocratique du Congo

SENASEM : Service national des Semences

SNVA : Service national de vulgarisation agricole

TEI : Initiative Équipe Europe

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

WWF : Fonds Mondial pour la Nature

Appendix 3 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante : « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme Niveau Action

Niveau Action		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente : tous les contrats pour cette Action
Groupe d'actions		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#) :
Niveau Contrat		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Gestion directe - Subvention
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Gestion directe - Subvention
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel3	Gestion directe - Subvention
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel4	Gestion directe - Subvention
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel5	Gestion directe - Subvention
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel6	Gestion directe - Subvention
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel7	Gestion directe - Passation de marché
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel8	Gestion indirecte avec une organisation internationale